

PLAN DÉTAILLÉ DE L'OUVRAGE

AVANT-PROPOS DE LA DEUXIÈME ÉDITION.....	vii
PRÉCISIONS D'ORDRE TECHNIQUE.....	ix
PLAN GÉNÉRAL DE L'OUVRAGE.....	xi

LIVRE 1 LA GENÈSE DE L'OBLIGATION

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DROIT DES OBLIGATIONS

PARTIE I L'OBLIGATION — NOTION, SOURCES, CATÉGORIES

CHAPITRE 1 NOTION, SOURCES	13
SECTION 1 TERMINOLOGIE	13
SECTION 2 DÉFINITION DE L'OBLIGATION.....	14
Sous-section 1 Un lien de droit.....	14
Paragraphe 1 Une base juridique	14
Paragraphe 2 Un soutien des pouvoirs publics.....	15
Paragraphe 3 La trilogie obligations civile, naturelle et morale —ou le binôme obligations juridique et morale.....	16
Sous-section 2 Un lien entre des personnes	23
Paragraphe 1 Du côté de la dette : nécessité d'un créancier.....	24
Paragraphe 2 Du côté de la créance : nécessité d'un débiteur	26
Sous-section 3 Un lien de nature patrimoniale.....	28
Paragraphe 1 Le patrimoine	28

Paragraphe 2	Conséquence.....	30
Paragraphe 3	Nuances.....	30
SECTION 3 LES SOURCES DES OBLIGATIONS CIVILES :		
	PRÉSENTATION GÉNÉRALE	31
Sous-section 1	La classification classique	31
Sous-section 2	La classification doctrinale.....	33
Paragraphe 1	Les obligations découlant de la volonté individuelle: les actes juridiques.....	33
Paragraphe 2	Les obligations ne découlant pas de la volonté individuelle: les faits juridiques	33
Paragraphe 3	Bilan de la classification doctrinale	34
Sous-section 3	La classification du nouveau Code	35
Paragraphe 1	Entre le contrat et la loi: une relation « négative »	36
Paragraphe 2	Entre l'acte et la loi, ou le fait et la loi: une relation « positive »	37
CHAPITRE 2 LES CATÉGORIES D'OBLIGATIONS.....		
SECTION 1 D'APRÈS L'OBJET		
Sous-section 1	L'obligation de faire	42
Sous-section 2	L'obligation de ne pas faire.....	43
Sous-section 3	L'obligation de donner: catégorie formellement évacuée du Code civil du Québec.....	44
SECTION 2 D'APRÈS LE CARACTÈRE ÉCONOMIQUE		
SECTION 3 D'APRÈS L'INTENSITÉ.....		
Sous-section 1	L'obligation de moyens (ou de diligence).....	50
Sous-section 2	L'obligation de résultat	51
Sous-section 3	L'obligation de garantie.....	53
Sous-section 4	Nuances.....	55

PARTIE II**LES CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DES SOURCES DE L'OBLIGATION**

CHAPITRE 3	LE CONTRAT	63
SECTION 1	IMPORTANCE DU CONTRAT	63
SECTION 2	DÉFINITION DU CONTRAT ET COMPOSANTES.....	64
SECTION 3	CLASSIFICATION DES CONTRATS.....	68
Sous-section 1	Selon le régime juridique applicable.....	69
Paragraphe 1	Contrats nommés et contrats innommés	69
Paragraphe 2	Contrats civils et contrats relatifs à l'exploitation d'une entreprise.....	71
Sous-paragraphe 1	Intérêt de la distinction	71
Sous-paragraphe 2	Notion d'exploitation d'une entreprise.....	73
Paragraphe 3	Contrats de droit commun et contrats de consommation.....	77
Sous-paragraphe 1	En marge du Code civil: une distinction relativement nouvelle, et d'un intérêt étendu	77
Sous-paragraphe 2	À l'intérieur même du Code civil: une distinction très récente et d'un intérêt ponctuel.....	81
Paragraphe 4	Contrats de droit privé et contrats de droit public	86
Sous-section 2	Selon les conditions de formation du contrat.....	88
Paragraphe 1	Contrats consensuels, contrats solennels et contrats réels.....	88
Paragraphe 2	Contrats de gré à gré et contrats d'adhésion.....	94
Sous-paragraphe 1	Les contrats de gré à gré (ou de libre discussion)	95
Sous-paragraphe 2	Les contrats d'adhésion	95
I.	Notion	95
II.	Les critères du Code civil du Québec	99
III.	Le fardeau de la qualification	108
Sous-section 3	Selon les effets du contrat.....	111

Paragraphe 1	Contrats bilatéraux et contrats unilatéraux.....	111
Paragraphe 2	Contrats à titre onéreux et contrats à titre gratuit.....	114
Paragraphe 3	Contrats commutatifs et contrats aléatoires	117
Paragraphe 4	Contrats à exécution immédiate et contrats à exécution successive.....	119
Paragraphe 5	Contrats individuels et contrats collectifs....	121
SECTION 4	LA VOLONTÉ : CLEF DE VOÛTE DU CONTRAT	122
Sous-section 1	Le consensualisme	123
Sous-section 2	La liberté contractuelle.....	124
Paragraphe 1	La liberté de ne pas contracter.....	124
Paragraphe 2	La liberté de contracter	128
CHAPITRE 4	L'ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL.....	133
SECTION 1	DÉFINITION	133
SECTION 2	TYPES D'ACTES JURIDIQUES UNILATÉRAUX.....	134
SECTION 3	FORME DE L'ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL.....	136
SECTION 4	TYPES D'EFFETS DE DROIT	137
SECTION 5	ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL ET ENGAGEMENT PAR DÉCLARATION UNILATÉRALE DE VOLONTÉ.....	138

PARTIE III

LA CONCLUSION DES CONTRATS

CHAPITRE 5	L'OFFRE ET L'ACCEPTATION	153
Sous-section 1	L'offre.....	154
Paragraphe 1	La notion d'offre de contracter.....	154
Paragraphe 2	L'objet de l'offre.....	156
Paragraphe 3	La nécessaire fermeté de l'offre.....	159
Paragraphe 4	L'auteur de l'offre.....	160
Paragraphe 5	Le destinataire de l'offre.....	160
Paragraphe 6	L'expression de l'offre.....	162
Sous-paragraphe 1	Une offre manifeste.....	162

Sous-paragraphe 2	Une offre rarement présumée par la loi: l'offre tacite	165
Paragraphe 7	Les caractères de l'offre	165
Sous-paragraphe 1	La question de la révocabilité de l'offre	165
Sous-paragraphe 2	La question de la transmissibilité successorale de l'offre	171
Paragraphe 8	La fin de l'offre.....	172
Paragraphe 9	La nature de l'offre: acte ou fait juridique?.....	174
Sous-section 2	L'acceptation	176
Paragraphe 1	Notion.....	176
Paragraphe 2	Conditions d'efficacité	177
Sous-paragraphe 1	Qu'elle soit donnée à temps	177
Sous-paragraphe 2	Qu'elle corresponde aux éléments essentiels de l'offre	177
Sous-paragraphe 3	Qu'elle provienne du destinataire désigné et non d'une autre personne.....	182
Sous-paragraphe 4	Qu'elle revête une certaine matérialité	183
I.	L'acceptation doit être manifestée	183
II.	L'acceptation peut-elle être tacite? (le problème du silence).....	185
SECTION 2	LA DÉTERMINATION DE L'ACCEPTATION.....	187
Sous-section 1	L'importance des coordonnées de l'acceptation	187
Sous-section 2	La communication de l'acceptation: généralités	189
Sous-section 3	La communication de l'acceptation: coordonnées temps et espace	190
Paragraphe 1	Cas de l'acceptation expresse.....	190
Sous-paragraphe 1	Le cas des présents	190
Sous-paragraphe 2	Le cas des correspondants	190
I.	Notion	190
II.	La solution du droit commun.....	191
III.	La solution du droit de la consommation: la notion de « contrat conclu à distance ».....	194

IV. Le cas particulier des contrats d'assurances terrestres.....	196
V. Le cas de l'acceptation exprimée au téléphone	199
Paragraphe 2 Cas de l'acceptation tacite et de l'acceptation implicite	201
SECTION 3 L'OFFRANT PEUT-IL « REFUSER L'ACCEPTATION »?	202
Sous-section 1 Cas des refus qui n'en sont pas vraiment : les offres assorties de réserves	203
Sous-section 2 Cas des refus véritables.....	205
Paragraphe 1 Le refus ordinaire.....	205
Paragraphe 2 Le refus discriminatoire	206
CHAPITRE 6 LES PROMESSES DE CONTRAT.....	213
SECTION 1 LA PROMESSE UNILATÉRALE : UN MÉCANISME À TROIS TEMPS	217
Sous-section 1 Définition et nature de la promesse unilatérale de contrat.....	217
Sous-section 2 Formation de la promesse unilatérale : retour à la case départ!	221
Sous-section 3 L'acceptation de la promesse de contrat : la « levée de l'option »	223
Paragraphe 1 Le contrat de promesse devient bilatéral.....	223
Paragraphe 2 Mais le contrat envisagé n'est pas conclu pour autant	224
Sous-section 4 Le contrat de promesse est obligatoire, comme tout contrat.....	230
Paragraphe 1 L'exécution volontaire	230
Paragraphe 2 L'inexécution	231
Sous-paragraphe 1 L'inexécution fautive : les sanctions	231
I. L'exécution forcée.....	231
II. Les dommages-intérêts.....	235
Sous-paragraphe 2 L'inexécution autorisée : la faculté de dédit et la constitution d'arrhes.....	236
Sous-section 5 Nécessité de bien distinguer l'offre de la promesse : problème de qualification	239

Sous-section 6	Une difficulté nouvelle: la « requalification » de certaines offres par le nouveau Code	240
SECTION 2	LA PROMESSE BILATÉRALE: UN MÉCANISME À DEUX TEMPS.....	246

PARTIE IV

LA QUALITÉ DU CONSENTEMENT

CHAPITRE 7	L'ERREUR SIMPLE	257
SECTION 1	NOTION	258
SECTION 2	TYPES D'ERREUR RECONNUS.....	259
Sous-section 1	L'erreur sur la nature du contrat.....	259
Sous-section 2	L'erreur sur l'objet de la prestation.....	261
Sous-section 3	L'erreur sur un élément essentiel	264
SECTION 3	LES ERREURS DÉNUÉES DE CONSÉQUENCES	266
Sous-section 1	L'erreur indifférente.....	266
Sous-section 2	L'erreur inexcusable.....	267
SECTION 4	QUELQUES DIFFICULTÉS	275
Sous-section 1	L'erreur sur la personne.....	275
Sous-section 2	L'erreur de droit.....	278
Sous-section 3	L'erreur sur l'aléa	280
Sous-section 4	L'erreur sur la valeur.....	281
Paragraphe 1	L'erreur sur la valeur quantitative.....	282
Paragraphe 2	L'erreur sur la valeur qualitative	285
Sous-section 5	L'erreur doit-elle être commune?	285
Sous-section 6	L'erreur sur la prestation fournie.....	286
SECTION 5	PREUVE ET APPRÉCIATION DE L'ERREUR.....	289
SECTION 6	SANCTION DE L'ERREUR.....	291
Sous-section 1	La nullité relative	291
Sous-section 2	La question de l'« erreur obstacle »	291
Sous-section 3	La question de la réduction de l'obligation corrélatrice.....	294
Sous-section 4	La question des dommages-intérêts	295

CHAPITRE 8 L'ERREUR DOLOSIVE	299
SECTION 1 LE DOL : VICE DE CONSENTEMENT INDIRECT	299
Sous-section 1 Une fraude... ..	300
Sous-section 2 Ayant provoqué l'erreur du contractant.....	302
SECTION 2 MORPHOLOGIE DU DOL	306
Sous-section 1 Un comportement indélicat.....	306
Paragraphe 1 Les manœuvres.....	307
Paragraphe 2 Le mensonge	308
Paragraphe 3 La réticence	310
Sous-section 2 Dû au cocontractant ou à un tiers, à la connaissance du cocontractant... ..	315
Paragraphe 1 Le dol du cocontractant lui-même	315
Paragraphe 2 Le dol du mandataire du cocontractant.....	316
Paragraphe 3 Le dol du tiers : la nécessaire connaissance..	317
Paragraphe 4 Le cas particulier des actes juridiques unilatéraux.....	319
Sous-section 3 D'un caractère déterminant	323
Paragraphe 1 Notion de dol déterminant	323
Paragraphe 2 Manifestations du dol déterminant.....	324
Paragraphe 3 Le dol indifférent	327
Paragraphe 4 Le dol déterminant en droit de la consommation.....	328
SECTION 3 PREUVE ET APPRÉCIATION DU DOL	329
SECTION 4 LES SANCTIONS DE L'ERREUR DOLOSIVE	332
Sous-section 1 Le droit à la sanction	332
Sous-section 2 Le choix de la sanction	336
Sous-section 3 La gamme des sanctions.....	340
Paragraphe 1 La nullité du contrat.....	340
Paragraphe 2 Les dommages-intérêts	341
Sous-paragraphe 1 Nature des dommages pour dol.....	342
Sous-paragraphe 2 Le cas des dommages demandés au mandant pour le dol du mandataire	345
Paragraphe 3 La réduction de l'obligation du contractant trompé	347



CHAPITRE 9 LA CRAINTE.....	355
SECTION 1 NOTION	355
SECTION 2 LES PERSONNES VISÉES PAR LA MENACE	360
SECTION 3 LES CONTRATS VISÉS PAR LA MENACE	362
Sous-section 1 Le contrat directement forcé par la menace humaine.....	362
Sous-section 2 Le contrat indirectement forcé par la menace humaine.....	364
SECTION 4 QUALITÉS DE LA CRAINTE	366
Sous-section 1 La crainte doit avoir une source illégitime	367
Sous-section 2 La crainte doit avoir une origine humaine : la question de l'état de nécessité circonstancielle	370
Sous-section 3 La crainte doit être déterminante du consentement et doit être sérieuse.....	376
SECTION 5 PREUVE DE LA CRAINTE.....	379
SECTION 6 SANCTIONS DE LA CRAINTE	380
CHAPITRE 10 LA LÉSION	385
SECTION 1 LES TYPES DE LÉSION.....	386
Sous-section 1 Généralités	386
Paragraphe 1 La lésion, pur préjudice.....	386
Paragraphe 2 La lésion, préjudice résultant d'un vice du consentement	388
Sous-section 2 Les types de lésion reconnus par le <i>Code civil du Québec</i>	389
Sous-section 3 Les types de lésion reconnus par la <i>Loi sur la protection du consommateur</i>	391
SECTION 2 LES CONDITIONS D'UN RECOURS FONDÉ SUR LA LÉSION.....	392
Sous-section 1 En droit civil.....	392
Paragraphe 1 Le régime ordinaire	392



Sous-paragraphe 1	Le déséquilibre intrinsèque doit consister en une « disproportion importante »	393
Sous-paragraphe 2	La conséquence de cette disproportion : une présomption d'exploitation	401
Sous-paragraphe 3	Le champ d'application du régime ordinaire de la lésion quant aux types d'actes juridiques	407
Paragraphe 2	Le régime spécifique aux mineurs et aux majeurs protégés.....	414
Sous-paragraphe 1	La lésion extrinsèque du second alinéa de l'article 1406 : notion et origine	414
Sous-paragraphe 2	Les critères de la lésion extrinsèque	416
Sous-paragraphe 3	L'application des critères	417
Sous-paragraphe 4	Les différences de régime avec la lésion du premier alinéa de l'article 1406.....	418
Sous-paragraphe 5	Les deux lésions peuvent coexister..	420
Sous-paragraphe 6	Bilan.....	421
Sous-section 2	En droit de la consommation.....	421
Paragraphe 1	La lésion-déséquilibre intrinsèque (art. 8, 1 ^{ère} partie)	423
Sous-paragraphe 1	Notion de « disproportion considérable »	425
Sous-paragraphe 2	Le recours à la notion d'exploitation	426
Paragraphe 2	La lésion-déséquilibre extrinsèque (art. 8, 2 ^e partie et art. 9)	428
Sous-paragraphe 1	Les trois critères de l'article 8 L.p.c.....	430
Sous-paragraphe 2	Les circonstances d'appréciation de l'article 9 L.p.c.....	431
SECTION 3	LA LÉSION, VICE DU CONSENTEMENT À PORTÉE, A PRIORI, NON UNIVERSELLE	434
Sous-section 1	En droit civil : un outil exceptionnel.....	434

Paragraphe 1	Principe et fondements	434
Paragraphe 2	Exceptions.....	435
Sous-paragraphe 1	Les exceptions à proprement parler	436
Sous-paragraphe 2	Les quasi-exceptions	443
Paragraphe 3	La question des contrats d'adhésion impliquant des majeurs aptes à contracter et des personnes morales	447
Sous-section 2	En droit de la consommation : un outil normal.....	450
Sous-section 3	Conclusion : d'une lésion fragmentaire à une lésion à portée universelle en passant par une « lésion qualifiée »	451
SECTION 4	PREUVE ET SANCTIONS DE LA LÉSION	454
Sous-section 1	La nullité	455
Paragraphe 1	Relativité de la nullité et liberté de choix	455
Paragraphe 2	Le pouvoir modérateur du juge.....	455
Sous-section 2	La réduction.....	457
Sous-section 3	Les dommages-intérêts.....	458
Sous-section 4	Le supplément de prix.....	459
Sous-section 5	Les sanctions particulières au prêt d'argent ...	459
CHAPITRE 11	LES VICES INNOMÉS DU CONSENTEMENT	463
SECTION 1	LE CAS DU DOL SANS ERREUR.....	464
SECTION 2	LE CAS DE L'ERREUR (ÉCONOMIQUE) SANS DOL.....	467

PARTIE V

LA CAPACITÉ, L'OBJET ET LA CAUSE

CHAPITRE 12	LA CAPACITÉ.....	475
SECTION 1	GÉNÉRALITÉS.....	475
Sous-section 1	Nécessité, rôle et caractères généraux de la capacité.....	475
Sous-section 2	Trois distinctions à établir	477
Paragraphe 1	Capacité et pouvoirs.....	477

Paragraphe 2 Incapacités naturelles et incapacités juridiques.....	479
Paragraphe 3 Incapacités de jouissance et incapacités d'exercice.....	484
Sous-section 3 La place de la lésion dans le secteur des incapacités: une double incertitude	485
SECTION 2 LE RÉGIME DES INCAPACITÉS	487
Sous-section 1 Les incapacités d'exercice	487
Paragraphe 1 Le mineur.....	488
Sous-paragraphe 1 Conditions générales	489
Sous-paragraphe 2 Les cadres du recours.....	491
I. Le mineur non émancipé.....	491
A. Cas où le mineur ne peut agir seul.....	492
B. Cas où le mineur peut agir seul	496
II. Le mineur émancipé.....	503
A. La simple émancipation	503
1. La liberté de principe d'agir seul.....	504
2. Cas de liberté encadrée	505
B. La pleine émancipation	505
Paragraphe 2 L'inapte majeur.....	506
Sous-paragraphe 1 Le majeur doté d'une mesure de protection.....	506
I. But de la mesure de protection	506
II. Les degrés d'inaptitude	507
A. L'inaptitude totale et permanente: la curatelle au majeur	508
1. Actes postérieurs à l'établissement de la curatelle	509
2. Actes antérieurs à l'établissement de la curatelle	510
B. L'inaptitude partielle ou temporaire: la tutelle au majeur	513
1. Actes postérieurs à l'établissement de la tutelle	514
2. Actes antérieurs à l'établissement de la tutelle	516

C. Le besoin spécifique ou temporaire d'assistance ou de conseil : le conseiller au majeur	518
Sous-paragraphe 2 Le majeur inapte non protégé	520
Sous-paragraphe 3 Le cas particulier du majeur ayant donné un mandat en prévision de son inaptitude	521
I. Sort des actes accomplis sans le mandataire	522
A. Acte postérieur à l'homologation	522
B. Acte antérieur à l'homologation	523
II. Le mandant en cas d'inaptitude est-il un « majeur protégé » ?	525
Paragraphe 3 Considérations sur les sanctions en cas d'incapacité d'exercice	527
Sous-section 2 Les incapacités de jouissance	528
Paragraphe 1 Les personnes chargées des intérêts d'autrui	529
Paragraphe 2 Les auxiliaires de la justice	530
Paragraphe 3 Certains actes gratuits du mineur ou du majeur protégé	533
CHAPITRE 13 L'OBJET ET LA CAUSE	537
SECTION 1 L'OBJET	537
Sous-section 1 L'objet de l'obligation et de la prestation	538
Paragraphe 1 La prestation doit être possible	539
Paragraphe 2 La prestation doit être déterminée ou déterminable	541
Paragraphe 3 La prestation doit être licite	552
Sous-section 2 L'objet du contrat	556
Paragraphe 1 Définition de l'objet du contrat	556
Paragraphe 2 Nature de l'objet du contrat	557
Paragraphe 3 Utilité de l'objet du contrat	557
SECTION 2 LA CAUSE	562
Sous-section 1 La cause de l'obligation (dite cause objective)	564
Sous-section 2 La cause du contrat (dite cause subjective)	570

Paragraphe 1	L'unique rôle de la cause du contrat : la conformité à la loi et à l'ordre public du but poursuivi par les contractants	571
Paragraphe 2	Conséquence de l'illicéité de la cause subjective : la nullité (absolue ou relative) du contrat	574
Paragraphe 3	Condition de la nullité : faut-il une connivence ou, tout au moins, une connaissance de la cause illicite du contrat ?	576
Paragraphe 4	Preuve de la cause illicite du contrat	579

PARTIE VI

LA NULLITÉ DES ACTES JURIDIQUES

CHAPITRE 14	LA NULLITÉ	585
SECTION 1	FONCTION ET CARACTÈRES DE LA NULLITÉ	585
Sous-section 1	La sanction d'un défaut de formation de l'acte juridique	585
Sous-section 2	La nullité : un droit strict de critique	589
Paragraphe 1	La non nécessité d'un texte spécifique	590
Paragraphe 2	La non nécessité d'un préjudice en tant que tel	592
Paragraphe 3	Absence de marge de manœuvre pour le juge	594
Sous-section 3	Un anéantissement judiciaire de l'acte juridique	596
Paragraphe 1	Un anéantissement non automatique	596
Paragraphe 2	Un anéantissement en principe non conventionnel	599
Sous-section 4	Un anéantissement rétroactif de l'acte juridique	601
SECTION 2	LA DUALITÉ DES NULLITÉS : LES NULLITÉS RELATIVE ET ABSOLUE	601
Sous-section 1	Exposé de la dualité	601
Paragraphe 1	Les caractères de la distinction	601

Paragraphe 2 L'application du critère de l'intérêt protégé	604
Sous-paragraphe 1 Les intérêts particuliers et la nullité relative.....	604
Sous-paragraphe 2 L'intérêt général et la nullité absolue.....	606
I. La distinction entre l'ordre public de direction et l'ordre public de protection	607
II. L'ordre public composite.....	610
Paragraphe 3 Les dérogations ponctuelles au critère de l'intérêt protégé	612
Paragraphe 4 La « présomption » de nullité relative.....	613
Sous-section 2 Le régime spécifique de chaque nullité.....	616
Paragraphe 1 L'attribution du droit d'invoquer la nullité..	616
Sous-paragraphe 1 Le droit de critique face à la nullité absolue	617
I. Un droit de critique généralisé	617
II. Les personnes ayant un intérêt « né et actuel ».....	618
Sous-paragraphe 2 Le droit de critique face à la nullité relative.....	622
I. Un droit en principe réservé à l'une des parties au contrat.....	622
II. Un droit en principe réservé à la personne que la loi entend protéger	623
A. La victime du vice de formation et les personnes qui lui sont liées	623
B. Exceptionnellement, le cocontractant de la victime	625
Paragraphe 2 L'intervention du juge	629
Paragraphe 3 La possibilité de confirmation	631
Sous-section 3 Unité fondamentale de la nullité	632
CHAPITRE 15 PRESCRIPTION ET CONFIRMATION	637
SECTION 1 LA PRESCRIPTION EXTINGCTIVE.....	637
SECTION 2 LA CONFIRMATION DE L'ACTE VOUÉ À LA NULLITÉ RELATIVE	638
Sous-section 1 La confirmation : notion et nature.....	638
Sous-section 2 Les formes de la confirmation.....	640

Paragraphe 1	La confirmation expresse	640
Paragraphe 2	La confirmation implicite	642
Sous-section 3	Les conditions de la confirmation	644
Paragraphe 1	La connaissance du vice	644
Paragraphe 2	La volonté de confirmer	645
Sous-section 4	Les conséquences de la confirmation	648
Paragraphe 1	La confirmation est essentiellement une renonciation au droit d'invoquer l'imperfection de l'acte.....	648
Paragraphe 2	La confirmation est aussi, la plupart du temps, source de consolidation de l'acte mal conclu.....	650
Sous-section 5	Nature de la confirmation	651
CHAPITRE 16	LES RESTITUTIONS	657
SECTION 1	LA CONSÉQUENCE DE L'ANNULATION ENTRE LES CONTRACTANTS : LA RESTITUTION DES PRESTATIONS	657
Sous-section 1	Le principe de la restitution mutuelle	657
Paragraphe 1	Une nécessité logique	657
Paragraphe 2	La règle: la restitution est nécessaire	659
Sous-paragraphe 1	L'acte immoral ou illicite	660
Sous-paragraphe 2	Les contrats de consommation	661
Paragraphe 3	Les tempéraments à la règle de la restitution.....	662
Sous-paragraphe 1	La discrétion judiciaire	662
Sous-paragraphe 2	Autres sources de tempéraments à la règle de la restitution	667
Sous-section 2	La méthode de restitution	667
Paragraphe 1	Dans le droit précédent: la suprématie de la restitution en nature.....	667
Paragraphe 2	En droit actuel: la cohabitation avec la restitution par équivalent.....	669
Sous-paragraphe 1	La restitution en nature: un principe maintenu par le nouveau droit.....	669

Sous-paragraphe 2	La restitution par équivalent : une exception consacrée et généralisée par le Code civil du Québec	670
Sous-section 3	Les modalités de la restitution en nature.....	675
Paragraphe 1	La prise en compte de la dégradation ou de l'usage.....	676
Paragraphe 2	La prise en compte des revenus	680
Paragraphe 3	La prise en compte des impenses.....	680
Sous-section 4	La charge des frais de restitution	681
Sous-section 5	Le cas particulier des mineurs et des majeurs protégés.....	682
Sous-section 6	Le cas délicat des contrats à exécution successive.....	687
Paragraphe 1	L'équilibre entre l'« impossible » restitution et la prise en compte du réel.....	687
Paragraphe 2	La méthode d'évaluation appropriée	690
SECTION 2	LES CONSÉQUENCES DE L'ANNULATION À L'ÉGARD DES TIERS	692
Sous-section 1	Les actes d'aliénation	692
Sous-section 2	Les actes autres que d'aliénation.....	694

PARTIE VII

LES « QUASI-CONTRATS »

CHAPITRE 17	THÉORIE DES « QUASI-CONTRATS ».....	699
SECTION 1	DES FAITS JURIDIQUES EN GÉNÉRAL	699
SECTION 2	DES « QUASI-CONTRATS » EN PARTICULIER	700
Sous-section 1	La place de cette catégorie de faits juridiques	700
Sous-section 2	Les critiques formulées à l'encontre des « quasi-contrats ».....	701
Sous-section 3	Renaissance de la notion de quasi-contrat	703
CHAPITRE 18	LA GESTION D'AFFAIRES	705
SECTION 1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE	705

SECTION 2	LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA GESTION D'AFFAIRES	708
Sous-section 1	Quant aux personnes.....	708
Paragraphe 1	Le gérant	708
Paragraphe 2	Le maître	712
Sous-section 2	Quant à l'acte de gestion	714
SECTION 3	LE RÉGIME DE LA GESTION D'AFFAIRES.....	716
Sous-section 1	Les obligations du gérant	717
Paragraphe 1	Envers le maître	717
Paragraphe 2	Envers les tiers.....	718
Sous-section 2	Les obligations du maître	719
Paragraphe 1	Les obligations du maître envers le gérant...	719
Paragraphe 2	Les obligations du maître envers les tiers....	721
SECTION 4	BILAN SUCCINCT	722
CHAPITRE 19	LA RÉCEPTION DE L'INDU.....	725
SECTION 1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE	725
SECTION 2	LES CONDITIONS DE LA RÉCEPTION DE L'INDU.....	727
Sous-section 1	L'existence d'un paiement	728
Sous-section 2	L'absence de dette	728
Sous-section 3	L'erreur du « payeur ».....	730
Sous-section 4	Le « payé » a conservé ses droits	733
SECTION 3	L'ACTION EN RÉPÉTITION DE L'INDU.....	734
CHAPITRE 20	L'ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ	739
SECTION 1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE	739
SECTION 2	LES CONDITIONS DE L'ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ.....	742
Sous-section 1	Un appauvrissement.....	742
Sous-section 2	Un enrichissement	743
Sous-section 3	Une correspondance entre l'enrichissement et l'appauvrissement.....	744
Sous-section 4	L'absence de justification.....	745
Paragraphe 1	L'absence de justification de l'enrichissement direct	746

Paragraphe 2	L'absence de justification de l'enrichissement indirect.....	751
Sous-section 5	L'absence d'autres recours.....	754
Paragraphe 1	L'absence d'autres recours et l'enrichissement direct	754
Paragraphe 2	L'absence d'autres recours et l'enrichissement indirect.....	755
SECTION 3	LE RÉGIME DE L'ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ	757

LIVRE 2

LE RÉGIME JURIDIQUE DE L'OBLIGATION

PARTIE VIII

LES COORDONNÉES DU CONTENU DU CONTRAT

CHAPITRE 21	LE CONTENU OBLIGATIONNEL EXPLICITE.....	769
SECTION 1	LE CONTRAT VERBAL.....	769
SECTION 2	LE CONTRAT ÉCRIT.....	771
Sous-section 1	Le contrat écrit : notion et régime général d'efficacité	771
Paragraphe 1	L'écrit et son support.....	771
Paragraphe 2	La morphologie du contrat écrit	772
Sous-paragraphe 1	Typologie générale.....	772
Sous-paragraphe 2	La signature.....	772
Sous-section 2	Les clauses du contrat écrit	776
Paragraphe 1	Le contenu du contrat à proprement parler	776
Paragraphe 2	La date du contrat	776
Sous-section 3	Les clauses additionnelles.....	777
Paragraphe 1	Les clauses additionnelles verbales	777
Paragraphe 2	Les clauses additionnelles écrites.....	781
Sous-section 4	Les clauses contenues dans des documents extérieurs.....	782
Paragraphe 1	Le régime de droit commun	784
Sous-paragraphe 1	Le cas des contrats ordinaires.....	788

Sous-paragraphe 2	Le cas des contrats d'adhésion ou de consommation	795
Sous-paragraphe 3	Le cas des contrats conclus sur Internet.....	800
Paragraphe 2	Les régimes particuliers relatifs aux clauses externes.....	802
Sous-paragraphe 1	Les clauses externes dans le droit du louage résidentiel.....	802
Sous-paragraphe 2	Les clauses externes dans le droit des assurances terrestres	805
CHAPITRE 22	LE CONTENU OBLIGATIONNEL IMPLICITE	811
SECTION 1	LA LOI.....	814
Sous-section 1	La loi simplement supplétive, dite «loi supplétive»	815
Sous-section 2	La loi supplétive impérative, dite «loi impérative» ou «loi d'ordre public»	817
Sous-section 3	La preuve testimoniale d'une solution contraire à celle de la loi supplétive	818
Sous-section 4	La question de l'évolution de la loi depuis la conclusion du contrat.....	819
SECTION 2	L'USAGE	820
Sous-section 1	Rôle de l'usage.....	820
Sous-section 2	Nature de l'usage.....	822
Sous-section 3	Définition de l'usage.....	827
Sous-section 4	Qualités requises pour qu'une pratique soit reconnue comme un usage: fréquence, généralité et uniformité.....	830
Sous-section 5	La nécessaire connaissance de l'usage.....	833
Sous-section 6	La preuve de l'usage.....	836
Sous-section 7	La place de l'usage face à la loi	838
Sous-section 8	L'usage n'est pas impératif.....	841
SECTION 3	L'ÉQUITÉ ET LA NATURE DU CONTRAT	842
Sous-section 1	La nature du contrat.....	843
Paragraphe 1	La nature du contrat : source autonome de stipulations implicites ou simple cadre général ?	844

Paragraphe 2	Les coordonnées de la nature du contrat	845
Sous-section 2	L'équité	847
Paragraphe 1	Le rôle exact de l'équité	848
Paragraphe 2	Exemples de stipulations implicites fondées sur l'équité	850
Paragraphe 3	Équité et bonne foi	852
CHAPITRE 23	LE SENS DU CONTENU — INTERPRÉTATION, CLAUSES INCOMPRÉHENSIBLES ET QUALIFICATION	859
SECTION 1	L'APPRÉCIATION DU CONTENU DU CONTRAT : INTERPRÉTATION ET CLAUSES ILLISIBLES OU INCOMPRÉHENSIBLES	860
Sous-section 1	L'interprétation à proprement parler	861
Paragraphe 1	Première étape: vérifier s'il y a bien ambiguïté	863
Sous-paragraphe 1	La nécessité d'un doute	863
Sous-paragraphe 2	La phase préinterprétative	864
Sous-paragraphe 3	Les concepts de clarté et d'ambiguïté	867
Sous-paragraphe 4	Les deux types d'ambiguïté : l'ambiguïté intrinsèque et l'ambiguïté extrinsèque	871
Sous-paragraphe 5	La conséquence de la conclusion d'absence d'ambiguïté: la lecture directe selon le « sens ordinaire des mots »	873
Paragraphe 2	Deuxième étape: en cas d'ambiguïté, interpréter, c'est-à-dire, découvrir la commune intention des parties	875
Sous-paragraphe 1	Premier canon: d'abord solliciter le texte lui-même (la lecture globale)	879
Sous-paragraphe 2	Deuxième canon: si la lecture du texte est un échec, solliciter le « contexte factuel »	883
I.	Les circonstances initiales: le climat de la négociation	883

II. Les circonstances ultérieures: la conduite des parties	886
III. Les usages au secours de l'interprétation	889
Sous-paragraphe 3 Troisième canon: en l'absence de contexte factuel, faire appel à la logique et à la vraisemblance.....	891
I. Les arguments d'opportunité spécifiques	891
A. La règle de la réduction des termes trop généraux.....	892
B. La règle de l'élargissement des termes trop spécifiques.....	893
C. La règle de l'effet utile.....	894
II. Les arguments d'opportunité généraux	895
A. La nécessité de suivre la logique, la cohérence et la rationalité	896
B. La présomption voulant que les clauses dérogatoires soient d'application restrictive ..	898
C. Des présomptions fondées sur la sagesse.....	899
Paragraphe 3 Troisième étape: en cas d'impasse, trancher «brutalement» en faveur d'un contractant, défini à l'avance	901
Sous-paragraphe 1 Exposé des deux règles de lecture forcée	902
I. Dans les contrats ordinaires, trancher en faveur du débiteur: la règle « contra stipulatorem ».....	902
II. Le cas échéant, trancher en faveur de l'adhérent ou du consommateur: la règle « contra proferentem »	906
Sous-paragraphe 2 La question de l'ordre public des deux règles de lecture forcée	914
Sous-paragraphe 3 Les préalables à l'application des deux règles de lecture forcée	915
I. Les règles « contra » supposent une ambiguïté.....	915
II. Les règles « contra » ne s'appliquent qu'à titre subsidaire	916
Sous-paragraphe 4 Bilan de la mise en œuvre des deux règles de lecture forcée.....	917

Paragraphe 4	La théorie dite des « attentes légitimes » est-elle une méthode légitime de clarification?	921
Sous-section 2	Les clauses illisibles et les clauses incompréhensibles	931
Paragraphe 1	Les conditions d'application de l'article 1436.....	933
Sous-paragraphe 1	Le caractère illisible ou incompréhensible pour une personne raisonnable	935
I.	La clause illisible	935
II.	La clause incompréhensible	939
A.	Présentation de la notion de clause incompréhensible	939
B.	Les deux principaux types d'incompréhensibilité.....	943
Sous-paragraphe 2	La nécessité d'un préjudice pour l'adhérent	946
Paragraphe 2	L'obligation d'information du stipulant	948
Paragraphe 3	La sanction de la clause illisible ou incompréhensible	951
SECTION 2	LA QUALIFICATION DU CONTRAT	954
Sous-section 1	Qualification et interprétation.....	955
Sous-section 2	Objet de la qualification	956
Sous-section 3	Méthode de la qualification	958
Sous-section 4	La qualification appartient au juge et relève du droit	960

PARTIE IX

L'EFFICACITÉ DU CONTENU CONTRACTUEL

CHAPITRE 24	APPARENCE ET RÉALITÉ : LES CLAUSES DE STYLE ET LES CONTRE-LETTRES (LA SIMULATION)	971
SECTION 1	LES CLAUSES DE STYLE.....	971
Sous-section 1	La clause de style : réalité bien vivante du droit civil.....	971

Sous-section 2	L'ambivalence terminologique de la clause de style.....	972
Sous-section 3	La justification de la notion de clause de style : préférer la volonté réelle à la volonté déclarée	974
Paragraphe 1	Les paramètres de la notion de clause de style.....	974
Paragraphe 2	L'application des paramètres de qualification	975
I.	Quant au caractère vague de la clause	975
II.	Quant au caractère inadéquat de la clause	976
Sous-section 4	La notion de clause de style n'est pas dénuée d'utilité	979
SECTION 2	LA SIMULATION.....	980
Sous-section 1	La notion de simulation	980
Paragraphe 1	Définition et types de simulation	981
Paragraphe 2	La nature juridique de la simulation	986
Sous-section 2	Le régime de la simulation	989
Paragraphe 1	Le principe de neutralité de la simulation ...	989
Paragraphe 2	Les effets de la simulation	991
Sous-paragraphe 1	Les effets de la simulation entre les parties : la force obligatoire du contrat résiste à la simulation	991
Sous-paragraphe 2	Les effets de la simulation envers les tiers : l'apparence résiste à la réalité	994
CHAPITRE 25	APPARENCE ET BONNE FOI :	
	LES CLAUSES ABUSIVES.....	1001
SECTION 1	LA NOTION DE CLAUSE ABUSIVE.....	1002
Sous-section 1	Les origines de la notion	1002
Paragraphe 1	Perspectives comparatives.....	1002
Paragraphe 2	Perspectives historiques	1005
Sous-section 2	La nature juridique de la notion de clause abusive.....	1007
Paragraphe 1	La notion de clause abusive et l'exigence du consentement	1007
Paragraphe 2	La notion de clause abusive et la lésion.....	1010

SECTION 2	LE CONTRÔLE DES CLAUSES ABUSIVES	1018
Sous-section 1	La définition de l'article 1437.....	1021
Paragraphe 1	Les critères d'application	1022
Sous-paragraphe 1	Caractère excessif et déraisonnable de la clause	1022
Sous-paragraphe 2	... « allant ainsi à l'encontre de ce qu'exige la bonne foi »	1032
Paragraphe 2	L'illustration contenue à l'alinéa 2 de l'article 1437.....	1034
Sous-section 2	Les clauses visées par l'article 1437: petit inventaire	1037
Sous-section 3	Les sanctions de l'article 1437.....	1047
CHAPITRE 26	APPARENCE ET LÉGALITÉ : L'ORDRE PUBLIC.....	1053
SECTION 1	L'ORDRE PUBLIC : UNE LIMITE AU PRINCIPE DU LIBRE AMÉNAGEMENT DU CONTENU CONTRACTUEL.....	1053
Sous-section 1	Le droit commun des contrats est, en principe, de droit supplétif.....	1055
Paragraphe 1	Le principe	1055
Paragraphe 2	Les exceptions.....	1056
Sous-paragraphe 1	L'ordre public du Code civil au cas par cas.....	1057
Sous-paragraphe 2	L'ordre public du Code civil imprégnant deux pans entiers du droit des contrats.....	1058
I.	L'ordre public et les baux de logement.....	1058
II.	L'ordre public et les assurances terrestres.....	1060
Sous-section 2	Le droit de la consommation est, en principe, d'ordre public	1063
SECTION 2	L'ORDRE PUBLIC FORMEL ET L'ORDRE PUBLIC VIRTUEL.....	1066
Sous-section 1	L'ordre public formel.....	1067
Paragraphe 1	L'ordre public véritablement décrété.....	1067
Paragraphe 2	L'ordre public simplement indiqué	1068
Sous-section 2	L'ordre public virtuel.....	1070
Paragraphe 1	L'ordre public virtuel portant sur un texte de loi	1071

Paragraphe 2	L'ordre public virtuel portant sur un principe de droit	1075
Sous-paragraphe 1	La promotion des intérêts collectifs.....	1076
Sous-paragraphe 2	La promotion des intérêts individuels.....	1078
I.	La liberté d'organiser sa vie à sa guise	1079
II.	La liberté de gagner sa vie	1080
SECTION 3	L'ORDRE PUBLIC DE PROTECTION ET L'ORDRE PUBLIC DE DIRECTION	1084
Sous-section 1	L'intérêt de la distinction entre l'ordre public de protection et l'ordre public de direction	1085
Paragraphe 1	La question de l'amélioration du sort du contractant vulnérable	1086
Paragraphe 2	La question de la renonciation, après-coup, à un droit protégé par l'ordre public.....	1087
Sous-section 2	La mise en œuvre de la distinction entre l'ordre public de protection et l'ordre public de direction	1091
SECTION 4	LES CONSÉQUENCES DE LA CONTRAVENTION D'UNE CLAUSE À L'ORDRE PUBLIC.....	1093
Sous-section 1	Le principe de la sanction	1093
Sous-section 2	La portée de la nullité.....	1094
Sous-section 3	La nullité de la clause, seule sanction disponible?.....	1096
Paragraphe 1	Cas où le contrat ne prévoit pas la réduction de la clause qui viole l'ordre public	1096
Paragraphe 2	Cas où le contrat autorise la réduction de la clause qui viole l'ordre public	1100

PARTIE X
LA FORCE OBLIGATOIRE DU CONTRAT

CHAPITRE 27 LA NÉCESSITÉ D'EXÉCUTER LES OBLIGATIONS	
DE MANIÈRE CONFORME À LA BONNE FOI	1113
SECTION 1 HISTORIQUE DE LA NOTION	1114
SECTION 2 LES CONTOURS DE LA NOTION	1117
Sous-section 1 Le devoir de loyauté.....	1120
Paragraphe 1 Ne pas alourdir le fardeau du cocontractant.....	1121
Paragraphe 2 Ne pas compromettre la relation contractuelle	1122
Paragraphe 3 Ne pas adopter une conduite excessive ou déraisonnable	1124
Sous-section 2 Le devoir de coopération.....	1134
Paragraphe 1 Faciliter l'exécution du contrat.....	1136
Paragraphe 2 Veiller aux intérêts du cocontractant— les devoirs d'information et de conseil.....	1137
SECTION 3 LES SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DE L'EXIGENCE DE BONNE FOI	1148
Paragraphe 1 Les sanctions classiques.....	1149
Sous-paragraphe 1 Une sanction classique incontestable: les dommages-intérêts	1150
Sous-paragraphe 2 Une sanction classique à l'application problématique: la résolution (ou la résiliation) du contrat.....	1154
Paragraphe 2 Les sanctions spécifiques.....	1158
Sous-paragraphe 1 La fin de non-recevoir	1158
Sous-paragraphe 2 La reddition de compte	1163

CHAPITRE 28 LE RESPECT DU CONTRAT DANS LE TEMPS	1169
SECTION 1 L'IMPOSSIBLE SORTIE UNILATÉRALE	
D'UN CONTRAT EN COURS	1169
Sous-section 1 L'irrévocabilité quasi absolue des contrats	
à durée déterminée	1170
Paragraphe 1 La notion de contrat à durée déterminée.....	1170
Paragraphe 2 Le principe de l'impossible résiliation	
(ou résolution) unilatérale.....	1173
Paragraphe 3 La résiliation amiable	1174
Sous-paragraphe 1 Présentation générale	1174
Sous-paragraphe 2 La mécanique de constitution de	
la convention révocatoire	1176
Sous-paragraphe 3 Les conséquences d'une révocation	
bilatérale	1179
Paragraphe 4 La résiliation unilatérale licite.....	1182
Sous-paragraphe 1 La résiliation unilatérale fondée	
sur une clause du contrat	1182
I. La résiliation unilatérale d'origine	
conventionnelle doit-elle être motivée?	1184
II. Celui qui use de la faculté de résiliation d'origine	
conventionnelle doit-il une indemnité au	
cocontractant?	1188
III. La procédure de mise en œuvre de la faculté de	
résiliation d'origine conventionnelle.....	1190
IV. La faculté de révocation d'origine	
conventionnelle peut-elle être exercée en	
tout temps?	1193
Sous-paragraphe 2 La résiliation unilatérale fondée	
sur un texte de loi	1193
I. Justification, domaines, nature et caractères de	
cette faculté exceptionnelle	1193
II. Conditions de fond de la faculté révocatoire	
d'origine légale.....	1199
III. Conditions de mise en œuvre de la faculté	
révocatoire d'origine légale	1212
Sous-section 2 La révocabilité relative des contrats à durée	
indéterminée	1218
Paragraphe 1 Notion de contrat à durée indéterminée.....	1219

Paragraphe 2	Contrats où un texte spécifique prévoit la résiliation unilatérale.....	1221
Paragraphe 3	Cas où nul texte ne prévoit la résiliation unilatérale	1229
Sous-section 3	La catégorie mitoyenne des contrats dits perpétuels.....	1232
Paragraphe 1	La perpétuité des rentes et des baux commerciaux	1234
Paragraphe 2	Le contrat de travail perpétuel.....	1235
Paragraphe 3	Le droit commun du vice de perpétuité.....	1236
SECTION 2 L'IMPOSSIBLE MAINTIEN UNILATÉRAL		
	DU CONTRAT À L'ARRIVÉE DE SON TERME.....	1240
Sous-section 1	Le principe de la fin du contrat à l'arrivée du terme	1240
Sous-section 2	Les conventions de renouvellement.....	1242
Sous-section 3	La tacite reconduction	1247
Sous-section 4	La faculté de renouvellement unilatéral	1257
Sous-section 5	La reconduction automatique d'origine conventionnelle.....	1260
Sous-section 6	La reconduction automatique d'origine légale.....	1264
CHAPITRE 29 L'INTANGIBILITÉ DU CONTENU DU CONTRAT..... 1271		
SECTION 1 LE CONTENU S'IMPOSE D'ABORD AUX CONTRACTANTS : L'IMPOSSIBLE MODIFICATION UNILATÉRALE DU CONTRAT		
	1271	1271
Sous-section 1	La modification ne peut être unilatéralement imposée à l'autre contractant.....	1271
Sous-section 2	La modification résultant de l'accord des contractants	1273
Paragraphe 1	La formation de l'entente de modification ..	1273
Paragraphe 2	La nature de l'entente de modification	1276
Sous-section 3	La modification unilatérale autorisée par le contrat	1277
Paragraphe 1	La clause de modification unilatérale dans le droit commun des obligations	1278

Paragraphe 2	La clause de modification unilatérale dans les contrats soumis au droit de la consommation.....	1284
SECTION 2	LE CONTENU S'IMPOSE AUSSI AU JUGE : L'IMPOSSIBLE MODIFICATION JUDICIAIRE DU CONTRAT, EN DÉPIT D'UN CHANGEMENT DES CIRCONSTANCES.....	1285
Sous-section 1	Le rejet de principe de la théorie de l'imprévision.....	1286
Sous-section 2	La révision judiciaire autorisée par le contrat lui-même.....	1291
Paragraphe 1	La clause de revalorisation fixe.....	1291
Paragraphe 2	La clause de « hardship ».....	1292
Paragraphe 3	La clause d'indexation.....	1294
Sous-section 3	Le rejet de la théorie de l'imprévision : bilan et perspectives.....	1300

PARTIE XI

LA RELATIVITÉ DU CONTRAT

CHAPITRE 30	LES TIERS, LES CONTRACTANTS ET LES HÉRITIERS	1311
SECTION 1	EN PRINCIPE, SEULES LES PARTIES CONTRACTANTES, À L'EXCLUSION DES TIERS, SONT VISÉES PAR LE CONTRAT.....	1311
SECTION 2	LES HÉRITIERS D'UNE DES PARTIES CONTRACTANTES.....	1313
Sous-section 1	La règle de la transmission universelle.....	1314
Sous-section 2	Les exceptions à la règle de la transmission successorale.....	1315
Paragraphe 1	La nature personnelle des prestations (<i>l'intuitus personae</i>).....	1315
Paragraphe 2	La volonté des parties.....	1317
Sous-section 3	Le cas des personnes morales.....	1317

CHAPITRE 31 LES AYANTS CAUSE PARTICULIERS	1321
SECTION 1 L'AYANT CAUSE PARTICULIER ET LES OBLIGATIONS	
DE SON AUTEUR.....	1322
Sous-section 1 La règle de la non-transmission des obligations de l'auteur à l'ayant cause particulier.....	1322
Sous-section 2 Les tempéraments à la règle de la non-transmission des obligations à l'ayant cause particulier.....	1323
Paragraphe 1 La clause de prise en charge	1323
Paragraphe 2 Certaines exceptions légales.....	1324
Paragraphe 3 Le cas des biens hypothéqués.....	1325
Paragraphe 4 Le recours oblique	1326
SECTION 2 L'AYANT CAUSE PARTICULIER ET LES DROITS	
DE SON AUTEUR.....	1327
Sous-section 1 Certains droits réels étendant la portée d'un bien	1327
Sous-section 2 Les droits personnels	1328
Paragraphe 1 Les droits personnels ordinaires	1329
Paragraphe 2 Les droits personnels « intimement liés au bien »	1330
Sous-paragraphe 1 Une distinction née de la jurisprudence antérieure	1331
I. L'arrêt <i>Aqueduc du Lac St-Jean</i>	1331
II. L'arrêt <i>Kravitz</i>	1333
Sous-paragraphe 2 La transposition législative de la solution prétorienne : l'article 1442 C.c.Q.	1347
I. Une codification à proprement parler.....	1347
II. Une codification porteuse de mystères.....	1349
1. L'ambivalence de la notion d'accessoire ..	1349
2. La nécessaire transmission d'un bien	1351
III. L'avenir de la codification	1352
1. Les présomptions acquises d'accessoire indispensable.....	1352
2. Les présomptions non nécessairement acquises d'accessoire indispensable	1354

Sous-paragraphe 3 Les solutions légales apparentées	1355
I. Les articles 53 et 54 L.p.c.....	1355
II. L'article 1730 C.c.Q.	1358
CHAPITRE 32 LA STIPULATION POUR AUTRUI	1369
SECTION 1 LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE	
LA STIPULATION POUR AUTRUI.....	1371
SECTION 2 LES CONDITIONS DE CRÉATION DE	
LA STIPULATION POUR AUTRUI.....	1379
Sous-section 1 Les conditions essentielles.....	1379
Paragraphe 1 Nécessité d'un « contrat porteur »	1379
Paragraphe 2 Nécessité pour le contrat de créer	
une créance	1381
Paragraphe 3 Nécessité pour le bénéficiaire d'être	
un tiers	1384
Sous-paragraphe 1 Le bénéficiaire: le tiers désigné ou	
le stipulant?.....	1385
Sous-paragraphe 2 La notion de tiers.....	1386
Sous-section 2 Les conditions techniques de la stipulation	
pour autrui.....	1391
Paragraphe 1 Quant à la stipulation elle-même	1391
Paragraphe 2 Quant au bénéficiaire	1396
SECTION 3 LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA STIPULATION	
POUR AUTRUI	1399
Sous-section 1 La nature des droits conférés au	
bénéficiaire.....	1400
Paragraphe 1 Les caractéristiques favorables au tiers.....	1400
Sous-paragraphe 1 Un droit de créance personnel	
au bénéficiaire	1400
Sous-paragraphe 2 Une créance entrant	
immédiatement dans le patrimoine	
du bénéficiaire.....	1401
Paragraphe 2 Les limites des avantages conférés au tiers ...	1402
Sous-paragraphe 1 Un droit assujéti aux conditions	
du contrat de base.....	1402
Sous-paragraphe 2 Une créance qui peut être affectée	
d'une obligation accessoire	1403

Sous-section 2	Le droit de révoquer la désignation du bénéficiaire.....	1405
Paragraphe 1	Les paramètres de la révocabilité et de l'irrévocabilité	1405
Sous-paragraphe 1	Les paramètres fixés par le législateur	1405
Sous-paragraphe 2	Les paramètres fixés par le contrat porteur.....	1406
Paragraphe 2	L'acceptation de la stipulation	1408
Sous-paragraphe 1	L'exercice de l'acceptation	1408
I.	L'auteur de l'acceptation	1408
II.	Le destinataire de l'acceptation.....	1409
III.	La nature et la forme de l'acceptation	1409
Sous-paragraphe 2	Les conséquences de l'acceptation ..	1411
I.	L'impossible révocation unilatérale.....	1411
II.	La problématique résiliation amiable du contrat porteur	1412
III.	Une intangibilité à double sens.....	1412
Paragraphe 3	La révocation de la stipulation.....	1413
Sous-paragraphe 1	L'exercice de la révocation	1413
I.	Les acteurs de la révocation	1413
II.	La nature de la révocation.....	1413
III.	La mise en œuvre de la révocation	1414
Sous-paragraphe 2	Les conséquences de la révocation.....	1415
Sous-section 3	Les recours offerts par la stipulation pour autrui.....	1416
Paragraphe 1	Les recours du tiers.....	1416
Sous-paragraphe 1	Les recours du tiers contre le promettant.....	1416
Sous-paragraphe 2	Absence, en principe, de recours du tiers contre le stipulant.....	1417
Paragraphe 2	Les recours du stipulant contre le promettant	1418



CHAPITRE 33 LA PROMESSE POUR AUTRUI	
ET LA PROMESSE DU FAIT D'AUTRUI	1425
SECTION 1 LA PROMESSE POUR AUTRUI.....	1425
SECTION 2 LA PROMESSE DU FAIT D'AUTRUI.....	1426
Sous-section 1 La nature de la promesse du fait d'autrui.....	1427
Sous-section 2 Le régime de la promesse du fait d'autrui.....	1432
Paragraphe 1 Le tiers acquiesce	1432
Paragraphe 2 Le tiers n'acquiesce pas.....	1436
CHAPITRE 34 LES TIERS « ABSOLUS »	1439
SECTION 1 LES INCIDENCES « POSITIVES » D'UN TIERS	
CONTRAT	1440
Sous-section 1 La naissance d'un droit extracontractuel	1440
Sous-section 2 L'extinction d'une obligation contractuelle ...	1443
SECTION 2 LES INCIDENCES « NÉGATIVES » D'UN TIERS	
CONTRAT	1443

PARTIE XII

LES MODALITÉS DES OBLIGATIONS

CHAPITRE 35 L'OBLIGATION CONDITIONNELLE	1453
SECTION 1 LA NOTION DE CONDITION	1453
Sous-section 1 La spécificité de la notion de condition.....	1453
Paragraphe 1 La condition est une réserve portant sur	
l'existence même de l'obligation.....	1454
Paragraphe 2 La condition n'est pas une obligation	1456
Sous-section 2 Les composantes de la notion de condition ...	1457
Paragraphe 1 Un événement futur	1457
Paragraphe 2 Un événement incertain.....	1459
Paragraphe 3 Un événement extrinsèque au rapport	
d'obligation.....	1460
Sous-section 3 Les qualités requises pour la validité	
d'une condition	1462
Paragraphe 1 La condition doit en principe être stipulée..	1462
Paragraphe 2 La condition doit être possible	1464



Paragraphe 3	La condition doit être licite.....	1465
Paragraphe 4	La condition doit être indépendante du bon vouloir exclusif du débiteur.....	1467
SECTION 2	LE RÉGIME DE LA CONDITION	1469
Sous-section 1	Principes généraux	1469
Paragraphe 1	La condition agit de plein droit	1469
Paragraphe 2	La condition agit de manière rétroactive	1470
Sous-section 2	Les conséquences de la stipulation d'une condition	1471
Paragraphe 1	Conséquences de la condition suspensive....	1471
Sous-paragraphe 1	Durant l'incertitude.....	1472
Sous-paragraphe 2	À la levée de l'incertitude	1473
I.	Il devient certain que l'événement suspensif ne se produira pas.....	1473
1.	Cas où l'échec de la condition est fortuit	1473
2.	Cas où l'échec de la condition est dû au débiteur de l'obligation	1475
II.	L'événement suspensif s'est produit	1476
Paragraphe 2	Conséquences de la condition résolutoire ...	1477
Sous-paragraphe 1	Durant l'incertitude.....	1477
Sous-paragraphe 2	À la levée de l'incertitude	1477
I.	Il devient certain que l'événement résolutoire ne se produira pas.....	1477
II.	L'événement résolutoire se produit	1478
CHAPITRE 36	L'OBLIGATION À TERME.....	1481
SECTION 1	LA NOTION DE TERME.....	1481
Sous-section 1	Le terme est un événement futur et certain....	1481
Sous-section 2	Terme suspensif et terme extinctif: une cohabitation hétéroclite	1484
SECTION 2	LES SOURCES DU TERME	1486
SECTION 3	LE RÉGIME DU TERME.....	1487
Sous-section 1	Le terme avant l'arrivée de l'échéance	1487
Paragraphe 1	Le débiteur ne peut être contraint à payer ...	1488
Sous-paragraphe 1	Le report de l'exigibilité et ses principales conséquences	1488

Sous-paragraphe 2	Les autres conséquences du report de l'exigibilité	1488
Paragraphe 2	L'obligation à terme existe néanmoins	1489
Sous-paragraphe 1	Le principe de l'existence de l'obligation à terme	1489
Sous-paragraphe 2	La validité de principe d'un paiement avant l'échéance	1490
Sous-section 2	Le terme à l'arrivée de l'échéance	1491
SECTION 4	LA FIN PRÉMATURÉE DU BÉNÉFICE DU TERME	1492
Sous-section 1	La déchéance du bénéfice du terme	1493
Paragraphe 1	La déchéance légale	1494
Sous-paragraphe 1	L'insolvabilité	1494
Sous-paragraphe 2	La faillite	1495
Sous-paragraphe 3	La diminution des sûretés	1497
Sous-paragraphe 4	Le non-respect des conditions de l'octroi du terme	1499
Sous-paragraphe 5	Le non-respect de la propriété du vendeur dans la vente à tempérament	1501
Paragraphe 2	La déchéance conventionnelle	1502
Sous-paragraphe 1	La légalité des clauses de déchéance	1502
Sous-paragraphe 2	La mise en œuvre des clauses de déchéance	1504
Sous-section 2	La renonciation au bénéfice du terme : la question du paiement par anticipation	1505
CHAPITRE 37	LES OBLIGATIONS CONJOINTE, SOLIDAIRE ET <i>IN SOLIDUM</i>	1509
SECTION 1	LES OBLIGATIONS CONJOINTES	1509
Sous-section 1	Les codébiteurs conjoints	1510
Paragraphe 1	Le régime des dettes simplement conjointes	1511
Paragraphe 2	Le domaine des dettes simplement conjointes	1512
Sous-section 2	Les co-créanciers conjoints	1513
Paragraphe 1	Le régime des créances simplement conjointes	1513

Paragraphe 2	Le domaine des créances simplement conjointes.....	1514
SECTION 2	LES OBLIGATIONS SOLIDAIRES	1514
Sous-section 1	Les codébiteurs solidaires.....	1515
Paragraphe 1	La notion de solidarité passive.....	1515
Paragraphe 2	Le régime de la solidarité passive.....	1518
Sous-paragraphe 1	Les relations entre les codébiteurs et le créancier	1518
I.	Les effets principaux de la solidarité passive.....	1518
II.	Les effets secondaires de la solidarité passive.....	1520
Sous-paragraphe 2	Les relations entre les codébiteurs eux-mêmes.....	1522
Paragraphe 3	Le domaine de la solidarité passive.....	1524
Sous-paragraphe 1	La solidarité prévue par le législateur	1525
I.	La solidarité légale en matière extracontractuelle.....	1525
II.	La solidarité légale en matière contractuelle.....	1530
III.	Les autres cas de solidarité prévus par la loi.....	1532
Sous-paragraphe 2	La solidarité prévue par les contractants.....	1536
Sous-section 2	Les co-créanciers solidaires	1538
Paragraphe 1	Le régime de la solidarité active.....	1538
Paragraphe 2	Le domaine de la solidarité active.....	1538
SECTION 3	L'OBLIGATION <i>IN SOLIDUM</i>	1540
Paragraphe 1	Le régime de l'obligation <i>in solidum</i>	1541
Paragraphe 2	La consécration de l'obligation <i>in solidum</i> ...	1543
Paragraphe 3	Le domaine de l'obligation <i>in solidum</i>	1545
CHAPITRE 38	LES OBLIGATIONS DIVISIBLE ET INDIVISIBLE	1553
SECTION 1	LA NOTION DE DIVISIBILITÉ ET D'INDIVISIBILITÉ.....	1553
SECTION 2	L'INTÉRÊT DE LA NOTION D'OBLIGATION INDIVISIBLE	1555
Sous-section 1	Un rôle d'équivalence relative de la solidarité.....	1555

Sous-section 2	Un certain rôle de solidarisation au niveau successoral.....	1557
SECTION 3	LE DOMAINE DE L'INDIVISIBILITÉ.....	1559
CHAPITRE 39	LES OBLIGATIONS CONJONCTIVE, ALTERNATIVE ET FACULTATIVE.....	1563
SECTION 1	L'OBLIGATION CONJONCTIVE	1563
SECTION 2	LES OBLIGATIONS DISJONCTIVES (ALTERNATIVE OU FACULTATIVE).....	1564
Sous-section 1	L'obligation alternative.....	1565
Sous-section 2	L'obligation facultative	1568

PARTIE XIII

L'EXÉCUTION VOLONTAIRE DES OBLIGATIONS

CHAPITRE 40	LE PAIEMENT PROPREMENT DIT	1575
SECTION 1	LA NOTION DE PAIEMENT	1575
SECTION 2	L'OBJET ET LES MODALITÉS DU PAIEMENT	1576
Sous-section 1	Le paiement des obligations non monétaires.....	1576
Sous-section 2	Le paiement des obligations monétaires	1577
SECTION 3	LES EXIGENCES DE VALIDITÉ DU PAIEMENT.....	1580
Sous-section 1	Les exigences relatives à l'existence et à l'exigibilité de l'obligation	1580
Sous-section 2	Les exigences relatives à la qualité de la prestation.....	1580
Sous-section 3	Les exigences relatives aux acteurs du paiement	1587
Sous-section 4	Les exigences relatives aux coordonnées du paiement	1590
SECTION 4	LE DROIT DU DÉBITEUR DE PAYER : LA TECHNIQUE DES OFFRES ET DE LA CONSIGNATION.....	1593

SECTION 2	LES CONDITIONS DE LA REMISE DE DETTE.....	1651
SECTION 3	LES CONSÉQUENCES DE LA REMISE DE DETTE.....	1654
CHAPITRE 45	L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION	1659
SECTION 1	LA SOURCE DE L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION :	
	LA FORCE MAJEURE	1659
Sous-section 1	La notion de la force majeure	1659
Paragraphe 1	Les éléments constitutifs	1660
Paragraphe 2	Applications jurisprudentielles.....	1664
Paragraphe 3	Preuve.....	1668
Sous-section 2	L'adaptation contractuelle de la force majeure.....	1670
SECTION 2	LES EFFETS DE L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION :	
	LA THÉORIE DES RISQUES DU CONTRAT	1671
Sous-section 1	Les risques dans le contrat synallagmatique non translatif de droit réel	1674
Sous-section 2	Les risques dans le contrat synallagmatique translatif de droit réel.....	1675
CHAPITRE 46	L'EXCEPTION D'INEXÉCUTION ET LE DROIT DE RÉTENTION.....	1689
SECTION 1	L'EXCEPTION D'INEXÉCUTION.....	1689
Sous-section 1	Les conditions de l'exception d'inexécution ..	1693
Sous-section 2	Les effets de l'exception d'inexécution	1698
SECTION 2	LE DROIT DE RÉTENTION	1699

PARTIE XV

L'INEXÉCUTION ILLÉGITIME : LES PRÉPARATIFS DES SANCTIONS

CHAPITRE 47	LA DEMEURE	1711
SECTION 1	NOTION ET UTILITÉ DE LA DEMEURE.....	1711
SECTION 2	LES FORMES DE LA DEMEURE	1713
Sous-section 1	La demeure émanant d'un acte formel du créancier.....	1713

Paragraphe 1	La demande extrajudiciaire.....	1713
Paragraphe 2	La demande judiciaire.....	1720
Sous-section 2	La demeure automatique.....	1721
Paragraphe 1	La demeure automatique d'origine contractuelle.....	1721
Paragraphe 2	La demeure automatique d'origine légale....	1725
CHAPITRE 48	LES MESURES CONSERVATOIRES.....	1731
SECTION 1	L'ACTION OBLIQUE.....	1733
Sous-section 1	Les conditions de l'action oblique.....	1733
Sous-section 2	L'objet de l'action oblique.....	1743
SECTION 2	L'ACTION EN INOPPOSABILITÉ.....	1748
Sous-section 1	Les conditions de l'action en inopposabilité..	1749
Paragraphe 1	Les conditions relatives au créancier.....	1750
Paragraphe 2	Les conditions quant à l'acte attaqué.....	1753
Sous-section 2	Les effets de l'action en inopposabilité.....	1766

PARTIE XVI

L'INEXÉCUTION ILLÉGITIME : LES RECOURS

CHAPITRE 49	L'EXÉCUTION EN NATURE.....	1777
SECTION 1	L'EXÉCUTION DIRECTE (L'EXÉCUTION EN NATURE PROPREMENT DITE).....	1777
Sous-section 1	L'exécution directe: recours exceptionnel ou recours de principe?.....	1777
Sous-section 2	La mise en œuvre de l'exécution directe en nature.....	1781
Paragraphe 1	La prestation à exécuter n'est plus réalisable, faute d'objet ou d'intérêt.....	1782
Paragraphe 2	L'exécution forcée de la prestation exige la participation active de la personne du débiteur.....	1783
SECTION 2	L'EXÉCUTION INDIRECTE (L'EXÉCUTION EN NATURE PAR ÉQUIVALENT).....	1796

CHAPITRE 50 LA RÉOLUTION ET LA RÉSILIATION DU CONTRAT	1801
SECTION 1 LES CARACTÈRES DE LA RÉOLUTION	1802
Sous-section 1 La résolution : un remède sanctionnant un défaut d'exécution	1802
Sous-section 2 La résolution : une sanction propre aux contrats bilatéraux	1804
Sous-section 3 La résolution : objet d'un droit, en principe, sous-entendu	1806
Sous-section 4 La résolution : une sanction indépendante de toute idée d'un préjudice économique	1808
Sous-section 5 La résolution : une sanction au choix du créancier	1809
SECTION 2 LES EXIGENCES DE LA RÉOLUTION	1810
Sous-section 1 La résolution exclut l'exécution en nature	1810
Sous-section 2 La résolution implique une inexécution	1811
Sous-section 3 La résolution implique une inexécution de la nature d'une faute	1812
Sous-section 4 La résolution implique une inexécution substantielle	1812
Sous-section 5 La résolution nécessite une demeure	1815
SECTION 3 LES FORMES DE LA RÉOLUTION : LE RECOURS AU TRIBUNAL EST-IL LA RÈGLE OU L'EXCEPTION?	1815
SECTION 4 LES CONSÉQUENCES DE LA RÉOLUTION	1824
CHAPITRE 51 LA RÉDUCTION DE L'OBLIGATION CORRÉLATIVE	1829
SECTION 1 L'HISTORIQUE ET LES CARACTÈRES DE LA RÉDUCTION	1829
SECTION 2 LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA RÉDUCTION	1833
CHAPITRE 52 L'OCTROI DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS : PRINCIPES DIRECTEURS	1839
SECTION 1 LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE	1841
Sous-section 1 Les conditions positives de la responsabilité contractuelle	1841

Paragraphe 1	La faute contractuelle.....	1841
Paragraphe 2	Le préjudice	1845
Paragraphe 3	Le lien de causalité.....	1846
Sous-section 2	Les conditions négatives de la responsabilité contractuelle	1848
Paragraphe 1	Le créancier ne doit pas avoir contribué à l'aggravation du préjudice.....	1848
Paragraphe 2	Le contrat ne doit pas avoir limité ou exclu la responsabilité	1850
Sous-paragraphe 1	La portée des clauses de non-responsabilité	1850
Sous-paragraphe 2	La légalité des clauses limitant ou excluant la responsabilité	1851
Sous-paragraphe 3	La réglementation des clauses de limitation ou d'exclusion de la responsabilité	1859
SECTION 2	LES TYPES DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS.....	1862
Sous-section 1	Les dommages compensatoires.....	1862
Paragraphe 1	Les dommages indemnitaires	1863
Paragraphe 2	Les dommages moratoires	1864
Sous-section 2	Les dommages punitifs.....	1867
SECTION 3	L'ÉVALUATION DES DOMMAGES.....	1871
Sous-section 1	La méthode normale	1872
Sous-section 2	La clause pénale	1872
Paragraphe 1	Les objectifs, la nature et les effets de la clause pénale	1873
Paragraphe 2	L'intangibilité de la clause pénale: principe et limites.....	1878
SECTION 4	LE QUANTUM GLOBAL DES DOMMAGES (POUR LES OBLIGATIONS NON MONÉTAIRES)	1882

PARTIE XVII

LA TRANSMISSION ET LES MUTATIONS DE L'OBLIGATION

CHAPITRE 53	LA SUBROGATION	1893
SECTION 1	LA NOTION DE SUBROGATION.....	1894
SECTION 2	LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA SUBROGATION..	1898
Sous-section 1	La subrogation conventionnelle.....	1898
Paragraphe 1	Subrogation avec le consentement du créancier (<i>ex parte creditoris</i>).....	1898
Paragraphe 2	Subrogation avec le consentement du débiteur (<i>ex parte debitoris</i>)	1900
Sous-section 2	La subrogation légale.....	1909
I.	Les cas prévus par les paragraphes 1 à 4 de l'article 1656 du Code civil.....	1909
1.	La subrogation légale au profit d'un créancier qui paie un autre créancier prioritaire ou hypothécaire (art. 1656, par. 1) (fig. 53.4).....	1909
2.	La subrogation légale au profit de l'acquéreur d'un bien qui paie un créancier hypothécaire (art. 1656, par. 2) (fig. 53.5)	1911
3.	La subrogation légale au profit de celui qui paie une dette à laquelle il est tenu pour d'autres ou avec d'autres (art. 1656, par. 3).....	1913
4.	La subrogation légale au profit de l'héritier qui paie de ses propres deniers une dette de la succession à laquelle il n'était pas tenu (art. 1656, par. 4).....	1915
II.	Les autres cas de subrogation légale, auxquels fait référence le paragraphe 5 de l'article 1656 du Code civil.....	1916
1.	Les autres exemples de subrogation légale à l'intérieur même du Code civil ...	1916
2.	Les exemples de subrogation légale fournis par des lois spécifiques.....	1917

SECTION 3	LES EFFETS DE LA SUBROGATION.....	1918
Sous-section 1	Effets entre le débiteur et le créancier-subrogeant	1918
Sous-section 2	Effets entre le débiteur et le payeur-subrogé..	1918
Sous-section 3	Effets entre le payeur-subrogé et le créancier-subrogeant	1921
Sous-section 4	Effets à l'égard des tiers	1923
CHAPITRE 54	LA NOVATION	1925
SECTION 1	LA NOTION DE NOVATION	1926
Sous-section 1	La novation par changement de dette	1926
Sous-section 2	La novation par changement de débiteur.....	1932
Sous-section 3	La novation par changement de créancier	1936
SECTION 2	LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA NOVATION	1938
Sous-section 1	L'intention de nover (<i>animus novandi</i>)	1940
Sous-section 2	La validité du lien initial.....	1946
SECTION 3	LES EFFETS DE LA NOVATION	1946
Sous-section 1	L'inopposabilité des exceptions.....	1947
Sous-section 2	L'extinction des accessoires	1948
Paragraphe 1	Novation et hypothèque	1948
Paragraphe 2	Novation, caution et solidarité	1951
CHAPITRE 55	LA DÉLÉGATION DE PAIEMENT	1953
SECTION 1	LA NOTION DE DÉLÉGATION DE PAIEMENT	1953
Sous-section 1	Présentation générale de la notion de délégation de paiement	1953
Sous-section 2	Les deux types de délégation de paiement : la parfaite et l'imparfaite	1957
Sous-section 3	Les conditions d'existence de la délégation de paiement.....	1960
SECTION 2	L'AUTONOMIE DE LA DÉLÉGATION DE PAIEMENT	1963
Paragraphe 1	Délégation de paiement et cession de créance (fig. 55.6)	1963
Paragraphe 2	Délégation de paiement et stipulation pour autrui (fig. 55.7)	1965

Paragraphe 3	Délégation de paiement et novation (fig. 55.8).....	1969
SECTION 3	LES EFFETS DE LA DÉLÉGATION DE PAIEMENT	1972
Sous-section 1	La délégation imparfaite.....	1972
Sous-section 2	La délégation parfaite	1978
CHAPITRE 56	LA CESSION DE CRÉANCE.....	1983
SECTION 1	LA NOTION DE CESSION DE CRÉANCE	1985
Sous-section 1	Présentation générale de la notion de cession de créance.....	1985
Sous-section 2	Distinction de la cession de créance et d'institutions apparentées	1989
Paragraphe 1	Cession de créance et subrogation (fig. 56.4).....	1989
Paragraphe 2	Cession de créance et novation (fig. 56.5)....	1991
Paragraphe 3	Cession de créance et délégation de paiement (fig. 56.6)	1993
SECTION 2	LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA CESSION DE CRÉANCE	1994
Sous-section 1	Les conditions de fond liées à la formation de la cession.....	1995
Sous-section 2	Les conditions de forme liées à l'opposabilité de la cession	1996
SECTION 3	LES EFFETS DE LA CESSION DE CRÉANCE.....	2000
Sous-section 1	Effets entre le débiteur et le cédant	2000
Sous-section 2	Effets entre le débiteur cédé et le cessionnaire	2001
Paragraphe 1	La situation du débiteur ne peut être affectée par la cession de créance.....	2002
Paragraphe 2	Le cessionnaire bénéficie des accessoires de la créance.....	2006
Sous-section 3	Effets entre le cessionnaire et le cédant.....	2008
Paragraphe 1	La garantie légale	2008
Paragraphe 2	L'ordre de collocation en cas de cession partielle	2009
Sous-section 4	Effets envers les tiers autres que le débiteur ...	2010

CHAPITRE 57	LA CESSION DE DETTE	2013
SECTION 1	LA NOTION DE CESSION DE DETTE	2015
SECTION 2	MOTIFS FONDANT LE REFUS DE LA CESSION DE DETTE.....	2018
SECTION 3	LA TRANSMISSION PASSIVE DE L'OBLIGATION EN DROIT POSITIF	2022
CHAPITRE 58	LA CESSION DE CONTRAT	2029
SECTION 1	LA NOTION DE CESSION DE CONTRAT.....	2030
SECTION 2	LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA CESSION DE CONTRAT	2032
SECTION 3	LE RÉGIME DE LA CESSION DE CONTRAT	2037
Sous-section 1	La cession conventionnelle de contrat.....	2037
Paragraphe 1	La formation de la cession conventionnelle de contrat	2037
Sous-paragraphe 1	Le domaine de la cession conventionnelle de contrat.....	2038
Sous-paragraphe 2	Le consentement du cédé	2039
Paragraphe 2	Les effets de la cession conventionnelle de contrat.....	2041
Sous-section 2	Les cessions légales de contrat.....	2044
Paragraphe 1	Les cessions de contrat légalement permises	2044
Paragraphe 2	Les cessions de contrat légalement imposées.....	2047

TABLES, INDEX ET PLAN DÉTAILLÉ

TABLE DES OUVRAGES GÉNÉRAUX DU DROIT DES OBLIGATIONS CITÉS SOUS UNE FORME ABRÉGÉE	2053
OUVRAGES CITÉS PAR UN TITRE, UN THÈME OU UN NOM D'AUTEUR ET UN TITRE.....	2055
OUVRAGES CITÉS PAR LE SEUL NOM DES AUTEURS.....	2057

TABLE DES ABRÉVIATIONS ET DES EXPRESSIONS LATINES USUELLES.....	2071
TABLE DE LA LÉGISLATION CITÉE	2081
JURISPRUDENCE QUÉBÉCOISE, CANADIENNE, ANGLAISE ET AMÉRICAINE	2147
JURISPRUDENCE FRANÇAISE ET BELGE	2345
INDEX ANALYTIQUE.....	2355